



Président :

- Jean-Pierre ALIX

Conseiller science-société à la présidence du CNRS

Intervenants :

- Jean-Michel BESNIER

Professeur de philosophie à l'université de Paris-Sorbonne

- Jean JOUZEL

Président du M.U.R.S.

**Propositions du M.U.R.S.
pour le futur**

JEAN-MICHEL BESNIER

Je voudrais d'abord qu'il soit clair que le propos conclusif que je vais tenir, n'a d'autre légitimité que mon appartenance au M.U.R.S. et à la division du travail au sein du comité d'organisation de cette conférence. Parlant avant le président du M.U.R.S., Jean Jouzel, je ne clos rien, bien entendu. Je révèle seulement quelques secrets peut-être, quelques secrets relatifs aux réflexions qui nous ont animé lorsque nous avons choisi l'argument central de cette conférence.

Le monde est-il plat ?

Les organisateurs de cette conférence, vous le savez, Jean-Gabriel Ganascia l'a encore rappelé hier en fin de matinée, ont soumis à la discussion générale les questions que leur ont inspirées les analyses d'un grand éditorialiste du *New York Times*, Thomas Friedman. Cette question est la suivante : est-il bien vrai que notre monde devient plat ? Autrement dit, est-il bien vrai que nous sommes entrés dans une ère d'interchangeabilité généralisée, de concurrence mondiale, de standardisation effrénée, etc. ? Est-il bien vrai que

tout soit devenu accessible à tous, et que les meilleurs vont s'imposer quelle que soit la place qu'ils occupent dans ce monde ? Soyons justes : ces questions, elles ne sont pas nouvelles. Mais ce qui a changé, c'est que jusqu'à présent, quand on posait ce genre de question, on le faisait toujours avec une nuance exclusivement négative. On les posait par exemple en ayant à l'esprit l'enquête de Tocqueville, de retour en Amérique en 1835, Tocqueville qui prévoyait l'extension d'une égalisation des conditions, éventuellement ruineuse pour les libertés, dans les sociétés démocratiques. Ces questions, on les a retrouvées à la fin de la seconde Guerre mondiale. Je me souviens personnellement de la passion avec laquelle on lisait dans les années 1970. *L'Homme unidimensionnel* de Marcuse, ou bien les descriptions des méfaits des industries culturelles qu'ont produites les philosophes de l'école de Francfort. C'était naturellement à chaque fois pour dénoncer l'uniformisation qui allait aplatir les différences et installer une aliénation sournoise.

Si le M.U.R.S. a pourtant voulu poser la question de l'aplatissement possible de notre monde, c'est pour autant qu'elle pose celle de la responsabilité des acteurs de ce monde, et qu'elle le fait avec une intensité

nouvelle. Mais nous ne pouvons plus nous croire ni en 1835, ni en 1968. Le monde que Tocqueville redoutait, ou que notre jeunesse dénonçait, a changé. Il se réclame aujourd'hui d'objectifs parfois généreux, comme le partage du savoir, ou la liberté de circuler sur l'ensemble de la planète. Associés au thème de la promotion de la connaissance, dont les technologies responsables de l'aplatissement du monde sont solidaires, il nous est difficile d'être nostalgiques, ou peut-être même de désirer sur la révolution. Au contraire, je crois que ce monde nous renvoie à nous-mêmes, et aussi à nos idéaux de toujours. Et il convient d'être clair : il faut reconnaître que nous avons voulu la platitude, que nous avons tout mis en œuvre pour la réaliser. Que nous savions, en défendant les idéaux de la connaissance, depuis le siècle des Lumières, que nous la désirions, cette platitude. L'universalisme et le combat pour l'égalité, la revendication du savoir pour tous, nous invitait à projeter un monde sans fractures, c'est-à-dire sans relief, donc plat.

Aujourd'hui, nous avons identifié ce qui a permis d'homogénéiser, potentiellement, la planète, et de remplir l'objectif que les Lumières se donnaient. Ce qui nous a permis cela, c'est essentiellement un processus technique, à savoir cette procédure extraordinaire qu'on appelle la numérisation. Numérisation grâce à laquelle tout devient interchangeable, tout devient interopérable, tout devient commensurable. Grâce à cette procédure, nous obtenons ce qu'an-

nonçait Galilée, en proclamant que la nature s'exprime en langage mathématique; ce qu'ambitionnaient Descartes ou Leibniz en rêvant d'une mathématique universelle capable de formaliser l'ensemble de la réalité. Aujourd'hui, la numérisation accomplit le projet métaphysique de la modernité, et avec lui, le désenchantement du monde, dont Dominique Pestre parlait tout à l'heure, ce désenchantement du monde dont on disait qu'il permettrait de rompre avec les représentations obscurantistes et irrationnalistes du monde.

La responsabilité d'être libre et créatif

Cette platitude, donc, nous la désirions comme un facteur d'émancipation universelle. Aujourd'hui, nous l'avons. Et nous nous demandons comment nous avons bien pu en arriver là. Nous nous demandons aussi comment assumer les conséquences qu'elle dessine sur nos comportements et sur nos relations avec nos semblables. Bref, nous nous demandons si nous pouvons répondre de ses conséquences, endosser la responsabilité de la société de connaissance, qui génère une commensurabilité illimitée. Ces deux jours de conférence, les neuf ateliers thématiques qu'ils ont permis, n'ont certes pas affronté la question frontalement – sauf peut-être dans l'atelier concernant les TIC. Ces ateliers ont néanmoins eu en commun d'inviter les participants à examiner le degré d'engagement qu'il nous est permis d'avoir dans les domaines de la santé, du climat, de

l'agriculture, de la recherche, ou de l'information.

C'est donc encore la part qui nous est dévolue, à nous, hommes et femmes d'Europe, que nous avons cherchée à dégager. C'est l'initiative qui nous reste, que nous avons voulue mettre en évidence. Pour le dire comme les philosophes, nous avons mobilisé des valeurs, du *devoir être*, et nous ne nous sommes pas contentés d'enregistrer des faits, d'avaliser seulement de *l'être*. La responsabilité commence avec cette décision d'être auteur dans ce qu'on décrit comme notre monde. Participant à cette conférence, nous nous mettions les uns et les autres d'emblée dans la position de la responsabilité. Reste que la question demeure sans doute : sommes-nous disposés à participer de la platitude dont nous parle Friedman comme d'une fatalité ? Une fatalité éventuellement exaltante, puisqu'elle nous met, ou elle nous mettrait, au défi de nous surpasser, de nous arracher à une autre fatalité, qui serait supposée avoir été celle de notre enfermement dans des frontières et dans des particularismes. C'est là au fond la vraie question. Devons-nous croire que nous sommes condamnés à passer de fatalité en fatalité ? Ou sommes-nous au mieux, comme les héros de la tragédie antique, condamnés à imaginer que nous pourrions vouloir assumer le destin, comme s'il n'était pas le fait des dieux, comme s'il était le produit de notre liberté ?

La responsabilité appelle une résolution d'ordre laïc

La responsabilité constitue de toute façon un défi, un défi d'autant plus urgent et problématique que nous nous disons les jouets de puissances immaîtrisables. La mondialisation, autre nom de la platitude, est un alibi que peut tenter celui ou celle que sa liberté dérange ou effraie. On le sait bien : Tocqueville, encore lui, l'avait écrit avec clarté. C'est même sans doute pourquoi reviennent en force aujourd'hui certaines religions faciles, c'est-à-dire sans obligation, ou bien l'engouement pour des spiritualités englobantes. Autant de religions et de spiritualités qui nous dédouanent, qui nous permettent de reporter la responsabilité sur un autre, qui nous garantissent que nous ne sommes rien – *rien* – et qu'à ce titre, ce que nous faisons n'a pas plus de portée que l'agitation d'une fourmi, que l'activation d'un neurone. En ce sens, la responsabilité appelle sans doute une résolution d'ordre laïc. Si nous pouvons répondre de ce qui nous arrive, sans nous dérober, c'est que nous écartons la transcendance, qui pourrait nous dicter ce que nous devons penser, faire ou dire. Ceux qui voudraient par exemple nous présenter le cyberspace comme une forme de transcendance horizontale, pour nous annoncer que l'interconnexion généralisée dilue nos responsabilités dans une intelligence collective qui émergera, ceux-là ne doivent pas nous intimider.

À la fin de ces deux jours, nous pourrions peut-être oser penser que la platitude n'est qu'un fantasme. Le meilleur moyen d'oser le faire serait encore d'affirmer que la société de connaissance, si elle est une réalité, n'est peut-être pas ce qu'on dit. En vous réunissant, dans le contexte d'une manifestation inscrite sous les auspices de l'Union européenne, c'est l'idée que nous avons. Vous sauriez dire, les uns et les autres, depuis votre expérience, depuis le contexte de votre activité, que l'Europe connaît encore des reliefs, qu'elle ne se laisse pas réduire à l'image d'un désert dans lequel il est sans doute permis de circuler librement, mais avec quel ennui. Il faudrait donc faire les comptes ! Il faudrait donc opposer à la vision d'un monde soumis à entropie mortifère, à celle d'une indifférenciation croissante, il faudrait opposer à la vision de ce monde les raisons d'espérer dans le dialogue, entre des partenaires détenteurs d'une identité, pas seulement numérique, et d'une responsabilité, pas seulement juridique. Toutes les raisons d'espérer ne se valent évidemment pas. Si on ne les prend pas comme des invitations à agir, elles peuvent même apparaître comme désespérantes. Je vais prendre trois exemples. Et j'arrêterai là.

Trois exemples

Lorsque, à la veille du sommet de Tunis, les 16 et 18 novembre 2005, le directeur général de l'Unesco, Koïchiro Matsuura, s'exprima sur l'économie de la connaissance, il

mit en avant les obstacles qui s'opposent encore à sa réalisation. Ce faisant, c'est un principe de réalité **ou** qu'il énonça, contre les illusions de ceux qui auraient pu croire en l'aplatissement du monde. Je rappelle l'essentiel de son argumentation. Cinq obstacles empêchent encore, disait-il, l'avènement d'une société du savoir partagé, telle que l'activité humaine et le développement de nos sociétés pourraient s'en trouver bouleversés. J'énumère ces obstacles sans les commenter, et seulement en suggérant qu'il nous reste encore peut-être à lever ces obstacles, et que nous pourrions encore nous organiser pour le faire. La fracture numérique, la fracture cognitive, la concentration du savoir qui provoque la fuite des cerveaux du Sud vers le Nord, le prix de l'information, et les fractures sociales, au nombre desquelles l'inégalité des hommes et des femmes constitue un insupportable verrou. On peut dire que cette énumération vaut bien le constat de platitude formulé par Friedman, et qu'elle force à conclure qu'il y a encore bien des fossés et des reliefs dans notre monde. Au risque du paradoxe, je dirais que l'adversité qui demeure, sous ces formes, ces obstacles, justifierait la décision d'encourager au dialogue entre les nations. Et en ce sens, elle aurait du bon. La platitude ne nous menace pas encore, l'irresponsabilité n'est pas encore à l'ordre du jour.

D'une façon générale, l'intérêt de la prospective est de traduire les intérêts du présent, on le sait bien. Quelles évolutions anticipons-nous, aujourd'hui, qui exprimeraient

le regard que nous jetons sur notre présent ? Je relisais récemment, pour préparer cet exposé, les prévisions qu'avaient formulées, en 1990, les scientifiques réunis par Thierry Gaudin, qui avait été mandaté par le ministre de la recherche de l'époque, Hubert Curien, pour réfléchir à ce que serait le monde en 2100. Ces prévisions, elles ont été publiées à la fin du siècle dernier, et on a l'impression que cela fait déjà au moins un siècle, tant elles s'inscrivent peu dans le paysage voué à la platitude que décrit Friedman. Je rappelle l'une de ces prévisions, qui concerne notre sujet, et qui paraît loin, tellement loin de nos préoccupations actuelles. À lire cet exercice de prospective, on découvrirait en effet que le 21^e siècle serait intégralement voué à nous enrichir par la connaissance, et qu'il unifierait les comportements et les systèmes de croyances à l'échelle de la planète. Jusque-là nous pouvons encore nous y retrouver. Sauf que Thierry Gaudin et ses collègues distinguaient alors trois approches différentes de la connaissance, trois approches dont ils pensaient qu'elles allaient s'exprimer pleinement, s'articuler et faire système.

J'énumère ces trois approches sans les commenter. Il y a d'abord l'approche de la connaissance telle que les Occidentaux, (c'est-à-dire nous) la pensent : une approche de la connaissance qui considère la science comme une entreprise fonctionnant par essais et par erreurs, et qui vise à l'efficacité pragmatique. Quand nous pensons connaissance, nous pensons en effet presque irrémédiablement science, en ce sens. Deuxième

me approche de la connaissance : celle des Africains et des Brésiliens, qui accordent à certaines expériences, comme l'expérience de la transe, la vertu d'éveiller les expériences empathiques et la pénétration mystique dans l'intimité des choses. Il s'agit là aussi d'une manière de connaissance, d'une manière de relation entre un sujet, vecteur de connaissance, et l'objet à connaître. Enfin, troisième approche de la connaissance, celle des Chinois et des Japonais, qui valorise le langage des symboles et des signes, par lequel ils sympathisent esthétiquement avec le monde.

Il était tentant de rêver, avec les prospectivistes que j'évoque, que ces trois attitudes à l'égard de la nature et à l'égard de la connaissance – la science, l'amour, et l'art – s'interpénètrent, et forment comme une totalité trifonctionnelle mobilisant l'esprit (et la vérité) la science, l'âme (et l'amour), et le corps (et l'esthétique). Rêver donc d'un système cognitif planétaire qui rendrait le monde désirable, fécond et harmonieux. Disons-le sans trop d'aigreur, quand nous parlons de la société de la connaissance, nous ne parlons pas du tout de ce système conciliant, plus ou moins inspiré du New Age. Nous présumons en réalité comme évidente la suprématie de la version occidentale de la connaissance. Mais le fait qu'on ait pu faire ce genre de scénario, il y a à peine 20 ans, en dit long sur les désillusions qu'il nous faut affronter, sur l'exténuation de l'imaginaire auquel nous sommes désormais exposés.

Autre exemple qui pourrait encore offrir des raisons d'espérer dans l'avenir du dialogue auquel nous voudrions inciter : on a pu constater combien l'attachement aux traditions culturelles s'est trouvé réveillé, pour ainsi dire dialectiquement, par la mise en œuvre des processus de globalisation engendrés par les TIC. Il peut s'agir certes d'un réflexe de défense qui disparaîtra, mais ce n'est pas sûr. En tous cas, il pourrait nous appartenir, à l'échelle de l'Europe, de conforter cet attachement aux traditions qui ont construit notre sens commun à l'échelle de l'Europe, de l'orienter aussi afin qu'il ne conduise pas aux formes d'intégrismes ou de communautarismes que la globalisation, relayée par Internet, a pu favoriser, de manière toute réactionnelle.

C'est une banalité de dire que la société de connaissance doit miser sur l'éducation. Ce l'est peut-être moins de dire que cette éducation doit aussi s'attacher à souligner le rôle joué par les cultures locales dans la constitution des identités, aujourd'hui menacées par l'uniformisation des modes de vie et de pensée. Ce l'est peut-être moins de dire qu'il faut avoir l'ambition, dans cette optique, de reconstruire la tour de Babel, afin de donner libre cours à l'esprit qui habite chacune de nos langues. Heinz Wismann s'est formidablement exprimé sur ce point, hier matin. La société de connaissance ne saurait être mono-langue, sauf à se condamner à l'entropie d'un pidgin et à la réduction de l'espace mental qui en résulterait. Or, je n'ai pas entendu parler italien, espagnol ou

portugais, au cours de ces deux journées. Nous avons manqué évidemment de l'esprit et de l'image du monde qui s'attachent magnifiquement à ces langues. Jusqu'à quand acceptera-t-on pareilles amputations ?

Un dialogue renouvelé

Ultime raison d'espérer, malgré les apparences, dans le renouveau d'un dialogue entre des partenaires émancipés : cette raison consiste dans la prise de conscience, libre et responsable, de ceux qui sont tentés aujourd'hui de s'organiser aux fins de se débrancher, d'imposer silence aux puces (électroniques) qui nous tyrannisent, c'est-à-dire d'interrompre la connexion qui, sous prétexte, de nous mettre en contact avec le monde, nous fait perdre les réalités immédiates. On dira qu'il y a, dans cette tentation au débranchement, qu'on associe souvent avec le mot d'ordre de décroissance, beaucoup de candeur et même une certaine irresponsabilité. D'où viendrait donc qu'une hostilité au cyberspace pourrait en limiter les dégâts ? La réponse vient immédiatement : d'abord du fait que ce cyberspace n'existe que parce que nous en sollicitons les ressources, que parce que nous l'utilisons, pour converser, échanger, nous informer. Qu'on cesse de le faire, il se délite et n'existe plus. Mais ce n'est pas un appel à la subversion que je lance ici. Si je le faisais, sachez-le, ce serait en mon nom propre, sans engager le M.U.R.S., naturellement. Mais c'est une invitation à considérer combien nous sommes

encore, devant nos technologies, comme des enfants boulimiques.

La société de connaissance est née il y a peu. Nous cherchons à lui donner réalité, et c'est tant mieux. Mais plutôt que de la vouloir hégémonique, et finalement presque totalitaire, pourquoi ne pas essayer de l'imaginer dans 10, 15 ou 20 ans, quand elle sera décantée, banalisée ? Si l'on est capable de le faire, en témoignant ainsi d'un sens de l'avenir, il faudra bien concevoir la déconnexion comme une possibilité, et donc en conclure à la nécessité d'inventer dès aujourd'hui les conditions d'une existence à plusieurs ne passant plus par nos instruments dits de communication, par toutes ces technologies qui nous promettent la transparence, sans s'aviser que l'ambiguïté est dans l'ordre de tout échange vraiment humain. C'est peut-être l'objet et le mobile les plus urgents du dialogue ou des espaces hybrides, à engager à l'échelle de l'Europe. Que pourrions-nous être ensemble dans un monde que les aléas de l'histoire auraient conduit à redessiner des frontières et des reliefs ? Je vous remercie.

JEAN JOUZEL

Mettre en œuvre le dialogue

Forcément, après ces discussions extrêmement riches animées par Jean-Pierre Alix et les panélistes, après ces deux exposés très stimulants de Dominique Pestre et Jean-Michel Besnier, les quelques mots que je vais dire vont être beaucoup plus modestes et terre à terre. Je viens des sciences dures.

Je pense que nous sommes ici tous convaincus de cette nécessité de rapprocher sciences et société, d'où le titre de ces deux journées « Sciences en société : dialogues et responsabilité scientifique » : tout cela va très bien ensemble. On peut quand même faire le constat qu'il y a encore beaucoup à faire. Je suis convaincu de cette nécessaire interaction. Évidemment la science ne doit pas être asservie à la société : il faut trouver un équilibre. Je pense que nous, communauté scientifique, devons être au centre de la société, et très ouverts. C'est le premier défi, car parmi les scientifiques ce sont souvent les mêmes qui font de la recherche et essaient de la communiquer, et donc c'est un défi journalier, et cela pose quelquefois quelques problèmes, d'être sur les deux fronts. Cela, c'est du côté des scientifiques. Je reviens à une question qui a été posée par notre colloque : comment passer d'une situation de « petit dialogue », c'est comme cela que l'a qualifiée Jean-

Pierre Alix, généralement uni-directionnel, entre sciences et société, à une situation de « grand dialogue », dont on nous a dit qu'il devait être bidirectionnel ? Je pense qu'il doit être multidirectionnel, parce que le dialogue n'est pas le même avec les décideurs, les entreprises, avec la société : il peut s'unifier, mais il y a beaucoup de chemin à faire et plusieurs dialogues à mettre en place.

Qu'est-ce qu'on peut retenir pour un vrai dialogue ? Il faut des partenaires en nombre suffisant, des profils différents, une grande ouverture des deux côtés. Tout cela c'est difficile à mettre en place.

J'ai senti un peu de pessimisme. Je voudrais donner une note d'optimisme. Pour l'avoir vécu de l'intérieur, le Grenelle de l'environnement a été au niveau du dialogue assez enrichissant. Le Grenelle de l'environnement, c'est quelque chose de typiquement français, qui a permis à la fois à des scientifiques et à des collectivités locales, à l'État, aux entreprises, aux syndicats, au monde du travail, aux organisations non gouvernementales, de s'asseoir autour d'une table et de discuter de soucis communs, ceux liés à l'environnement. Ce qui est aussi positif, c'est une réelle prise de conscience au niveau des institutions, au niveau européen, national, sur

le besoin d'un véritable dialogue sciences et société.

J'ai bien retenu aussi que faire un grand dialogue, c'est beaucoup de travail. J'ai retenu qu'il faut penser à l'avant, au pendant et à l'après. Je crois que le choix des sujets est très large, il y a des points sur lesquels je suis plus impliqué comme sur le changement climatique, mais il y en a bien d'autres, que nous n'avons pas abordés au cours de cette journée. Il faut, je crois, de notre côté, monde scientifique, parce que c'est le monde scientifique qui est ici hélas plus représenté que la société, il faut une véritable implication, il faut passer en quelque sorte de science, à science et conscience. Il faut que ces deux dimensions soient présentes.

Notre souhait à nous, au nom du M.U.R.S., mais aussi de ceux qui ont organisé cette conférence, c'est de donner une dimension européenne, d'essayer d'ouvrir des voies, Je pense que l'on continuera. Cette conférence a été organisée sous les auspices de la présidence française du conseil de l'Union européenne, nous avons l'espoir que les futures présidences organiseront également des conférences de ce type, peut-être plus ouvertes sur la société que celle-ci, dédiées à ce dialogue sciences et société. Nous serons attentifs à ce que cela se mette en route.